

Source : http://www.econostrum.info/Le-Sommet-du-5-5-a-Malte-et-apres_a12132.html

Econostrum – 12 octobre 2012

Le Sommet du 5+5 à Malte, et après ?

Par Jean-François Coustillière et Jean-Yves Moisseron



Jean-François Coustillière (à gauche) est consultant JFC Conseil, directeur de l'ouvrage « Le 5 + 5 face aux défis du réveil arabe » édition Harmattan 2011 ». Jean-Yves Moisseron (à droite) est directeur du Collège International des Sciences du Territoire. Photos DR

Le dialogue 5+5 qui réunit cinq pays européens (France, Italie, Espagne, Malte, Portugal) et cinq pays sud-méditerranéens (Algérie, Tunisie, Mauritanie, Libye, Maroc), a organisé son deuxième sommet des chefs d'Etats et de gouvernement à Malte les 5 et 6 octobre 2012.

Il s'agit d'un nouveau moyen de relancer le partenariat méditerranéen après les révoltes arabes de 2011, et face à une nouvelle situation géopolitique née de l'intervention militaire en Libye et de l'enlisement du conflit syrien. Ce dialogue signe aussi probablement la fin de la grande ambition euro méditerranéenne qui avait commencé en 1995 avec le Processus de Barcelone.

Premier constat, l'enceinte de ce forum informel réussit à faire ce que l'Union pour la Méditerranée n'avait su réussir, à savoir réunir l'ensemble des chefs d'états et de gouvernements. Une telle réunion avait été prévue en 2010 et puis finalement reportée sine die.

De même, il avait été impossible en 2005 de réunir les chefs d'états et de gouvernement à l'occasion du dixième anniversaire du Processus de Barcelone. En réalité, ces dispositifs successifs : Processus de Barcelone, Nouvelle politique de voisinage, l'Union pour la Méditerranée, présentent un bilan très mitigé et qui semble aujourd'hui totalement dépassé par la nouvelle situation géopolitique de l'« après-printemps arabe ».

Quatre chocs majeurs

Le nouveau contexte est particulièrement difficile. Le partenariat euroméditerranéen a en effet subi quatre chocs majeurs.

Tout d'abord celui de la crise mondiale qui couve depuis 2008 et qui réduit considérablement les capacités d'action de l'Europe en direction du monde arabe. Le deuxième choc est celui des révoltes arabe qui réaffirme deux dimensions que la référence à la Méditerranée avait gommées : la dimension nationaliste dans ses composantes arabes ou berbères et l'importance du référentiel relatif à l'islam. Les Européens ont longtemps rêvé d'une Méditerranée mythique créatrice de paix et d'unité. L'intervention en Libye et l'enlisement du conflit en Syrie ont fait en voler en éclats le souvenir alors prometteur d'un Bashar el-Assad et d'un Kadhafi invités tous les deux à l'Élysée le 13 juillet 2008 pour lancer l'Union pour la Méditerranée dont la co-présidence fut confiée à Hosni Moubarak. C'est le troisième choc.

Le quatrième choc est celui de l'instabilité au Sahel qui est le fruit d'une dégradation des conditions sécuritaires, de l'importance croissante des trafics de drogue mais surtout du renforcement des milices alimentées par les armes et les presque 3 000 touaregs maliens qui avaient combattu pour Kadhafi. Leur arrivée a définitivement inversé le rapport de force face à une armée malienne de 7 000 soldats, sous-équipés, sous-formés, sous payés, et très peu motivés.

Dépasser les vieux litiges

Face à ces quatre chocs, l'initiative 5 + 5 apparaît comme l'une des seules initiatives en Méditerranée encore susceptible de créer de la confiance. Le sommet lui-même n'a pas pour objet d'apporter des nouveautés, en revanche on peut en attendre l'expression d'une volonté politique commune au plus haut niveau qui dynamise les divers dossiers de cette initiative.

Deux scénarios sont possibles pour l'avenir. Dans un scénario négatif, les tensions, différends, crises et conflits affectent l'initiative 5 + 5 comme ils affectent les autres initiatives. Dans ce cas, la rive Nord abandonnera toute volonté de coopération avec les rives Sud et Est pour se replier sur elle-même, forteresse uniquement préoccupée par ses difficultés économiques qu'elle essaiera de résoudre en se projetant vers l'Est de l'Europe et l'Asie. La Méditerranée disparaîtra des sujets d'intérêt de l'Union européenne, tandis que les riverains Sud et Est ne seront plus appréciés qu'à travers l'enjeu de sécurité au sens restrictif du terme.

Dans un scénario plus optimiste, la volonté politique des partenaires de l'initiative 5 + 5 suffit à dépasser leurs différends. L'initiative 5 + 5 deviendra alors l'espace de coopération Sud/Nord en Méditerranée, selon des méthodes originales, sur des sujets pragmatiques et en fonction des besoins réels des partenaires. L'initiative 5 + 5 confirmera sa capacité à être un partenariat réel, respectueux de chacun de ses partenaires. Elle constituera alors, à cet égard, non seulement une démarche productive pour les partenaires, mais aussi un véritable laboratoire pour les autres initiatives méditerranéennes.

En attendant, les rencontres à Malte ces derniers jours font avancer quelques dossiers. Le plus important est celui de la Défense et de la Sécurité qui doit trouver une solution à l'instabilité au Sahel. Il s'agit là du dossier prioritaire qui conditionnera notre avenir commun. Il faut espérer que l'importance de l'enjeu permettra aux protagonistes du dialogue 5+5 de dépasser les vieux litiges (entre la France et l'Algérie, entre l'Espagne et le Maroc, entre l'Algérie et le Maroc,...) qui appartiennent désormais à une période historique révolue.